

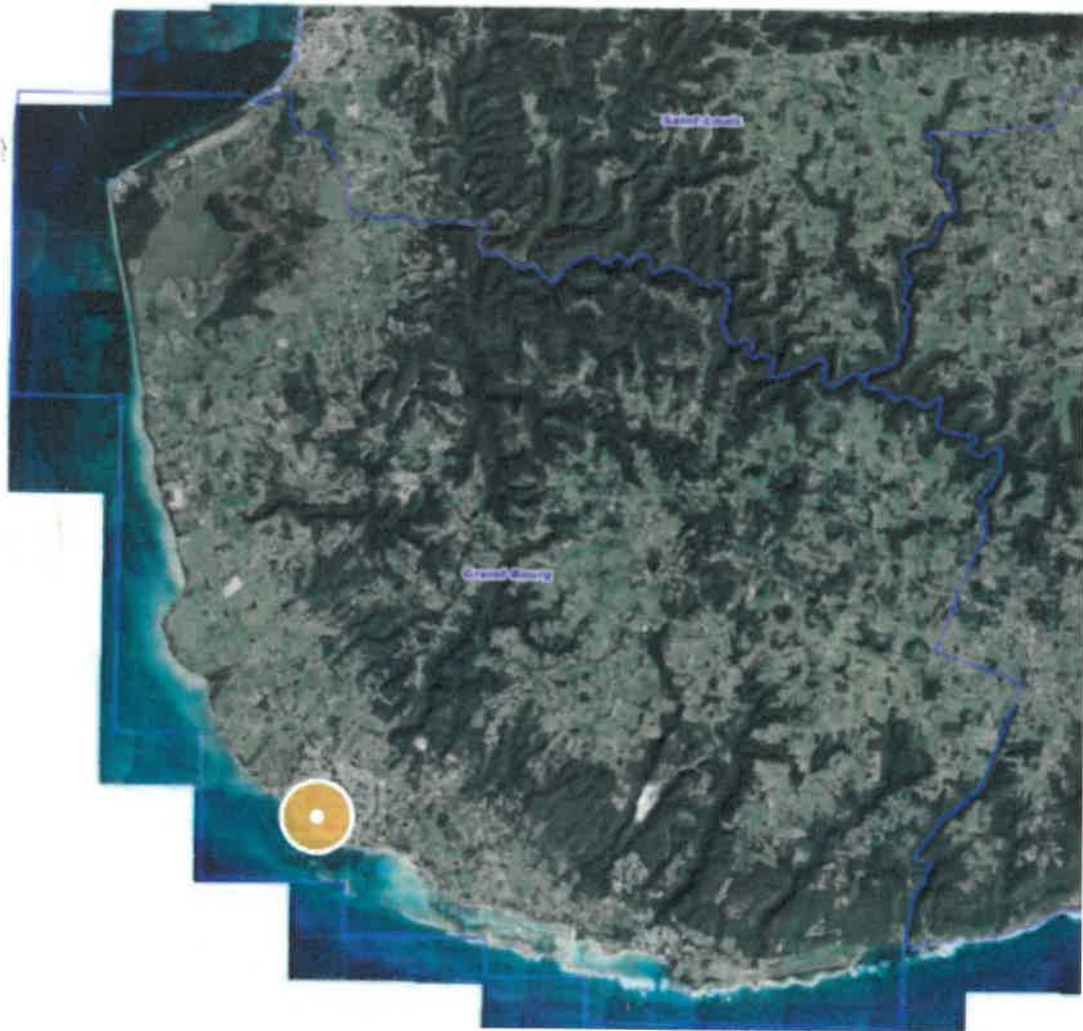
DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE AOÛT 2022

SENTIER DU LITTORAL
de l'ARCHIPEL GUADELOUPE

Secteurs Littoraux de GRAND-BOURG


**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUADELOUPE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction
de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement



Servitudes de Passage des Piétons le long du Littoral

Grand-Bourg Marie Galante



1 – OBJET

1-1 Servitude de passage longitudinale au rivage de la mer

Le présent dossier a pour objet l'établissement de la servitude de passage des piétons le long du littoral (SPPL), institué par la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 et par le décret n° 2010 -1291 du 28 octobre 2010 portant extension aux départements d'outre-mer, sur la commune de Grand Bourg.

Conformément aux dispositions des articles L.121-31 à L.121-34, L.121-51 et R.121-37 à R.121-43 du Code de l'Urbanisme, ce sentier correspond à un droit de passage sur les propriétés privées.

Les propriétés privées, riveraines du domaine public maritime sont grevées sur une bande de 3 mètres de largeur, à compter de la limite haute du rivage de la mer, d'une servitude destinée à assurer exclusivement le passage des piétons.

L'autorité administrative peut, par décision motivée après avis du conseil municipal et au vu de l'enquête publique :

- Modifier le tracé ou les caractéristiques de la servitude afin d'assurer d'une part et compte tenu de la présence d'obstacles de toute nature, la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage de la mer, et d'autre part, de tenir compte des chemins ou règles préexistantes ; le tracé modifié peut grever exceptionnellement des propriétés non riveraines du domaine public maritime.

- Suspendre, à titre exceptionnel, sauf dans le cas où l'institution de la servitude est le seul moyen d'assurer la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage de la mer, la servitude instituée ne peut grever les terrains situés à moins de 10 mètres des bâtiments à usage d'habitation édifiées avant le 1er août 2010, ni grever des terrains attenants à des maisons d'habitations et clos de murs en matériaux durables et adhérant au sol avant cette même date.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux terrains situés dans la zone comprise entre la limite du rivage de la mer et la limite supérieure de la zone dite des cinquante pas géométriques , en effet le «droit de tranquillité » de 10 mètres ne sera reconnu qu'aux seuls propriétaires de bâtiments d'habitation dont le terrain d'assiette aura été cédé régulièrement par l'État avant le 1er août 2010, ou sur demande présentée avant cette date à l'autorité administrative.

Ce « droit de tranquillité » de 10 mètres pourra être réduit si c'est le seul moyen permettant d'assurer la continuité du sentier ou afin d'assurer la rectitude du tracé.

Le tracé de droit peut être modifié pour tenir compte de l'évolution prévisible du rivage et la servitude pourra être suspendue lorsque cette évolution n'est pas prévisible (art. R.121-12 et R. 121-18 du code de l'Urbanisme).

Dans ce cas, ce motif de modification du tracé de droit doit s'appuyer sur des observations et des informations scientifiques.

Par ailleurs, outre les voies et chemins privés d'usage collectifs existants, et sur les propriétés privées limitrophes du domaine public maritime, il est permis d'instituer une servitude de passage des piétons, transversale au rivage par création d'un chemin situé à une distance d'au moins 500 m en ligne droite de toute voie publique d'accès au rivage.

L'emprise de la servitude transversale est de un mètre cinquante de largeur minimum ; la servitude doit être distante d'au moins 10 m des bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 01/08/2010 ou en vertu d'une demande déposée avant cette date. La distance de tranquillité de 10 m, sera appliquée sur la zone des 50 pas géométriques, uniquement si les terrains sont acquis avant le 01/08/2010 ou en vertu d'une demande déposée avant cette date

1-2 Servitude de passage transversale au rivage de la mer

Dans ce présent projet de création de sentier littoral sur la commune de Grand Bourg, il sera créé des servitudes transversales sur des secteurs à forts enjeux.

Le sentier qui en résulte, doit être aménagé en respectant la situation particulière du lieu dans lequel il s'inscrit, qu'il soit naturel ou urbain. Il est un instrument de valorisation, non seulement du patrimoine maritime, mais aussi des espaces naturels qu'il rend accessibles et dont il justifie aussi l'intérêt de protection.

L'article L.121-51 du code de l'Urbanisme stipule que en Guadeloupe, la servitude transversale peut être instituée, outre les voies et chemins privés d'usage collectifs existants, sur les propriétés limitrophes du domaine public maritime, par création d'un chemin situé à une distance d'au moins 500 m de toute voie publique d'accès transversale au rivage. Elle est distante d'au moins 10 m des bâtiments à usage d'habitation édifiées avant le 1^{er} Août 2010. Cette distance n'est toutefois applicable aux terrains situés dans la zone comprise entre la limite de la mer et la limite supérieure de la zone des cinquante pas géométriques définie par l'article L.5111-2 du code général de la propriété des personnes publiques , que si les terrains ont été acquis de l'État avant le 1^{er} août 2010.

Le présent dossier ne comporte pas le détail des aménagements, qui seront définis ultérieurement en concertation avec les propriétaires des parcelles concernées, mais tient compte du fait que la servitude ne peut se limiter qu'à des travaux légers mais fiables en termes de sécurité et également afin de faciliter l'entretien ultérieur du sentier.

Le dossier reprend précisément, par titre de propriété, le tracé sur sentier avec sa configuration sur la photographie aérienne sur laquelle a été reporté le cadastre. Un commentaire précise les références des parcelles, l'état des lieux et obstacles éventuels ainsi que les principes d'établissement de la servitude littorale.

2 – TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET LÉGISLATIFS

La présente enquête publique est diligentée suivant les articles L.134-1 à L. 134-35 du code des relations entre le public et l'administration.

Le dossier comprend :

- la notice explicative exposant l'objet de l'opération prévue*
- le plan parcellaire des terrains sur lesquels le transfert de servitude est envisagé, avec l'indication du tracé à établir et celle de la largeur du passage*
- la liste des propriétaires concernés et les extraits cadastraux*
- les plans cadastraux modificatifs avec leurs numéros*
- l'indication des parties de territoire où le tracé de la servitude a été modifié par arrêté préfectoral.*

La présente enquête publique pour la mise en œuvre de la servitude de passage sur le littoral des communes de Grand Bourg est diligentée en application des lois et décrets suivants :

Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.121-31 à L.121-38. et les articles R.121-3 à R.121-43 ;

Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral.

Décret n° 2010-1291 du 28 octobre 2010 portant extension aux départements d'outre-mer des servitudes de passage des piétons le long du littoral repris par les articles R121-37 à R.121-43 du Code de l'Urbanisme ;

Article 32 de la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) n° 2010-788 du 12 juillet 2010 (Art. L.121-51 du Code de l'Urbanisme)

Loi du 2 mai 1930 relative à la protection des sites de caractère historique, légendaire, scientifique ou pittoresque.

Loi n° 76-1265 du 3 décembre 1976 portant réforme du Code de L'urbanisme et notamment les articles L.121-31 et L.121-34.

Décret n° 77-753 du 7 juillet 1977 pris en application de l'article 52 de la loi précitée, instituant une servitude de passage des piétons sur le littoral selon les dispositions des articles R.121-9 à R. 121-19 du Code de l'Urbanisme.

Décret n° 90- 481 du 12 juin 1990 modifiant le Code de l'Urbanisme et relatif aux servitudes de passage sur le littoral.

3 – SITUATION ACTUELLE

Le tracé du sentier du littoral a majoritairement pour emprise des terrains publics cependant sur les terrains privés, peu d'obstacles empêchent le cheminement des piétons le long du bord de mer.

Lorsque la morphologie du rivage ne permet pas de mettre en place un sentier piéton sécurisé, la servitude de passage des piétons le long du littoral est interrompue. Les obstacles seront contournés en empruntant une portion du domaine public ou assimilé.

Sur les tronçons du sentier du littoral ne longeant pas le bord de mer, des accès au rivage seront aménagés dès que c'est possible.

4 – CHOIX DU TRACÉ

Le choix du tracé, présenté dans le dossier d'enquête publique se heurte à diverses difficultés et prend en compte de nombreux paramètres.

- le droit des propriétaires ;*
- l'appréciation quelquefois difficile de la continuité du cheminement et des obstacles ;*
- les contraintes écologiques de préservation des habitats et des espèces ;*
- la mise en valeur du point de vue paysager dans un site remarquable ;*
- l'évolution prévisible du rivage ;*
- la cohérence avec la politique de préservation et d'aménagement*
- la demande sociale forte de découverte de ces rivages exceptionnellement beaux et remarquables.*

Le trait rouge (sentiers sur parcelles privées) : constituent les servitudes de passage des piétons sur le littoral (SPPL) conformément aux dispositions de l'article R.121-37 du Code de l'Urbanisme.

5 – ANALYSES DES CONTRAINTES

Outre la législation concernant l'établissement de la servitude littorale, d'autres prescriptions législatives et réglementaires s'appliquent sur la zone étudiée.

5-1 Proximité des constructions

L'article R.121-39 du Code de l'Urbanisme prévoit la modification de l'assiette de la servitude quand le tracé de droit devrait passer à moins de 10 mètres de bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 1er août 2010.

Dans ce cas, 2 solutions sont envisageables pour maintenir la continuité de la servitude littorale.

1 - Tout d'abord, la réglementation permet une réduction de la distance de 10 mètres (article R.121-40 du Code de l'Urbanisme). Ceci est possible lorsque la gêne occasionnée par la servitude est moins grande notamment quand le bâtiment est situé sensiblement en surplomb par rapport au tracé de droit, du fait de la configuration du terrain.

2 - Par ailleurs, lorsque que la servitude ne peut être maintenue du fait de la présence d'une habitation édifiée avant le 1er août 2010 à moins de 10 mètres du tracé de droit, la continuité peut être assurée par transfert sur un autre terrain qui ne sera pas nécessairement riverain du Domaine Public Maritime (article L.121-32 du Code de l'Urbanisme).

3 - Enfin, le tracé peut être suspendu lorsque sa modification se révèle impossible du fait de l'obstacle à éviter (article R 121 – 13 du Code de l'Urbanisme) .

Aux termes de la réglementation, il est toutefois rappelé que la servitude ne peut être suspendue qu'à titre exceptionnel. Le tracé emprunte alors, si possible, le Domaine Public Maritime.

5-2 Topographie des lieux

Le linéaire côtier sur le tracé de droit de la servitude présente des éléments de topographie qui nécessitent d'envisager des modifications de ce tracé.

Il s'agit de :

- falaises en bordure immédiate de l'eau ;*
- blocs rocheux, quelquefois imposants où le passage est impossible à établir ;*
- dunes sableuses fragiles ;*
- instabilité des sols.*

Le tracé retenu tient compte de ces éléments, tout particulièrement sur les terrains gérés par le Conservatoire du littoral et par l'Office national des forêts.

Le tracé retenu suit les cheminements littoraux déjà ouverts par le Conservatoire du littoral et par l'Office national des forêts.

Le cheminement qui s'éloigne parfois de manière significative du tracé de droit s'élève alors en altitude et permet alors de découvrir des éléments côtiers paysagers remarquables.

Les fiches descriptives de la servitude littorale donnent les modifications retenues notamment pour ces motifs topographiques et paysagers

6 - DESCRIPTIF DU TRACÉ DES SERVITUDES

Pour chaque tronçon, le descriptif ci-après comprend :

- l'identification des parcelles touchées et leur(s) propriétaire(s), telle qu'elle apparaît dans les données du cadastre ;

- un descriptif de l'état des lieux et des obstacles ;

- le principe retenu pour le tracé de la servitude littorale.

Le document cartographique associé donne sur la photographie aérienne issue de la BD orthophotoplans de l'Institut géographique national ;

- le tracé de la servitude qui correspond à un sentier existant ou à créer :

- en trait plein de couleur rouge : les sentiers sur parcelles privées ;

- en trait plein de couleur bleu : les sentiers sur domaine public ;

- l'identification du propriétaire et les parcelles concernées avec leur contour cadastral et leur numéro ;

7 - Parcelles concernées sur la commune de Grand Bourg

PARCELLAIRE SENTIER DU LITTORAL GRAND BOURG

AB	12	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM,
AB	88	LES COPROPRIETAIRES DE LA COHABA HOTEL COCOYER FOLLE ANSE 97112 G
AB	90	LES COPROPRIETAIRES DE LA COHABA HOTEL COCOYER FOLLE ANSE 97112 G
AB	14	GADDARKAN JOACQUIM RESIDENCE RIVIERA CARAIBES POINTE DE LA VERDUF
AB	92	LES COPROPRIETAIRES DE LA COHABA HOTEL COCOYER FOLLE ANSE 97112 G
AB	11	"97112+02594" "97112000AB0011" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AB	4	"97112+02801" "97112000AB0003" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AB	3	"97112+02801" "97112000AB0003" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AB	2	"97112+02801" "97112000AB0002" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AB	73	"97112+02533" "97112000AB0073" "DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE" "0000 BC
AB	96	"97112+02594" "97112000AB0096" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AB	46	"97112+02531" "97112000AB0046" "ETAT PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORETS" "
AB	1	"97112+02531" "97112000AB0001" "ETAT PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORETS" "
AB	67	"97112+02531" "97112000AB0067" "ETAT PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORETS" "
AW	1	"97112+02594" "97112000AW0001" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	2	"97112+02594" "97112000AW0002" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	5	"97112+02594" "97112000AW0005" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	6	"97112+02594" "97112000AW0006" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	13	"97112+02594" "97112000AW0013" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	14	"97112+02594" "97112000AW0014" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	15	DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE
AW	17	"97112+02594" "97112000AW0017" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	18	"97112+02594" "97112000AW0018" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	19	"97112+02594" "97112000AW0019" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	20	"97112+02594" "97112000AW0020" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	196	"97112+02594" "97112000AW0196" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	193	"97112+02594" "97112000AW0193" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	189	"97112+02594" "97112000AW0189" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	188	"97112+02594" "97112000AW0188" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	186	DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE
AW	185	"97112+02594" "97112000AW0185" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	184	"97112+02594" "97112000AW0184" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	179	"97112+02594" "97112000AW0179" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	176	"97112+02594" "97112000AW0176" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	175	"97112+02594" "97112000AW0175" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	172	"97112+02594" "97112000AW0172" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	171	"97112+02594" "97112000AW0171" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	159	"97112+02594" "97112000AW0159" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	168	"97112+02594" "97112000AW0168" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	167	"97112+02594" "97112000AW0167" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	164	"97112+02594" "97112000AW0164" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	163	"97112+02594" "97112000AW0163" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	158	"97112+02594" "97112000AW0158" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AW	156	"97112+02533" "97112000AW0156" "DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE" "0000 BI
AW	174	DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE
AW	154	"97112+02533" "97112000AW0154" "DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE" "0000 BI
AW	157	"97112+02594" "97112000AW0157" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET
AV	1	"97112+02594" "97112000AV0001" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	19	"97112+02594" "97112000AV0019" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	21	VERIN THOMAS TIVOLI 97112 GRAND BOURG
AV	20	"97112+02594" "97112000AV0020" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I

PARCELLAIRE SENTIER DU LITTORAL GRAND BOURG

AV	24	"97112+02594" "97112000AV0024" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	342	"97112M01281" "97112000AV0342" "MOISE/DOROTHEE ELINA" "0000 PL DE L EGLI
AV	25	"97112+02594" "97112000AV0025" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	29	"97112+02594" "97112000AV0029" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	28	"97112+02594" "97112000AV0028" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	19	"97112+02594" "97112000AV0019" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	32	"97112+02594" "97112000AV0032" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	343	"97112N02542" "97112000AV0343" "NORTIA-RIPPON/FRANCOISE FRANCELISE" "J/
AV	33	"97112+02594" "97112000AV0033" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	41	"97112+02594" "97112000AV0041" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	42	"97112+02594" "97112000AV0042" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AV	254	"97112+00009" "97112000AV0254" "COMMUNE DE GRAND BOURG" "LE BOURG" "9
AR	2	"97112+00015" "97112000AR0002" "HOPITAL SAINTE MARIE" "LE BOURG" "97112 G
AR	1	"97112+00009" "97112000AR0001" "COMMUNE DE GRAND BOURG" "LE BOURG" "9
AR	4	"97112+02594" "97112000AR0004" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AP	185	"97112+02775" "97112000AP0185" "SEM D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE" "
AO	633	SA SEM D AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE GRAND CAMP IMMEUBLE ROCA
AO	113	"97112+02594" "97112000AO0113" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	114	"97112+02594" "97112000AO0114" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	115	"97112+02594" "97112000AO0115" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	118	"97112+02594" "97112000AO0118" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	117	"97112+02594" "97112000AO0117" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	119	"97112+02594" "97112000AO0119" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	120	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM,
AO	116	"97112+02594" "97112000AO0116" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	541	"97112+02594" "97112000AO0541" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	536	"97112+02594" "97112000AO0536" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	462	"97112+02594" "97112000AO0462" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	464	"97112+02594" "97112000AO0464" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	402	"97112+02594" "97112000AO0402" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	539	"97112+02594" "97112000AO0539" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	126	"97112+02594" "97112000AO0126" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	125	"97112+02594" "97112000AO0125" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	124	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM,
AO	123	"97112+02594" "97112000AO0123" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	122	"97112+02594" "97112000AO0122" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	121	"97112+02594" "97112000AO0121" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AO	422	ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM,
AN	132	EMMANUEL/ROSE HENRI ARISTIDE C/O MME DE LA REBERDIERE M FOND BUDA
AN	99	"97112+02594" "97112000AN0099" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AN	302	"97112+02594" "97112000AN0302" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AN	304	"97112+02594" "97112000AN0304" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AN	309	"97112+02594" "97112000AN0309" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AN	291	"97112+02594" "97112000AN0291" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AN	293	"97112+02594" "97112000AN0293" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AN	296	"97112+02594" "97112000AN0296" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AN	63	"97112+02594" "97112000AN0063" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AN	62	"97112+02594" "97112000AN0062" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AN	51	"97112+02594" "97112000AN0051" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AN	56	"97112+02594" "97112000AN0056" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AN	305	"97112+02594" "97112000AN0305" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AI	43	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM,
AI	44	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM,

PARCELLAIRE SENTIER DU LITTORAL GRAND BOURG

AI	46	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM
AK	32	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM
AK	31	"97112+02594" "97112000AK0031" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AK	12	"97112+02594" "97112000AK0012" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AK	18	"97112+02594" "97112000AK0018" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AK	19	"97112+02594" "97112000AK0019" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AK	25	"97112+02594" "97112000AK0025" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AK	87	"97112B00306" "97112000AK0087" "JEANGOUDOUX/MARIE-JOSETTE GEORGES" "I
AK	86	"97112J02532" "97112000AK0086" "JEANGOUDOUX/AURE LEONIDE" "DAMPIERRE"
AK	16	"97112L02522" "97112000AK0016" "CREANTOR/BLANDINE SIMONE" "0009 RUE DES
AK	190	"97112+02594" "97112000AK0190" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AK	189	"97112+02594" "97112000AK0189" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AK	24	"97112+02594" "97112000AK0024" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET I
AL	133	"97112+02566" "97112000AL0133" "AICHI BEACH RESIDENCE" "LA TREILLE" "9711
AL	134-590	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM
AL	113	"97112+02594" "97112000AL0113" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	467	"97112+02594" "97112000AL0467" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	480	"97112+02594" "97112000AL0480" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	436	"97112+02594" "97112000AL0436" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	132	"97112+02594" "97112000AL0132" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	106	"97112+02594" "97112000AL0106" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	104	"97112+02594" "97112000AL0104" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	102	MONFRED MESMIN LOT BELCOURT 97122 BAIE MAHAULT
AL	100	"97112F02505" "97112000AL0100" "FONTES/GASTON MARIE JOSEPH RENE GODFI
AL	99	"97112C03378" "97112000AL0099" "CORALIE/VALENTINE FAUSTINE" "LES BASSES
AL	98	"97112E02520" "97112000AL0098" "ETZOL/KARL GONTRAN JOSEPH" "0030 IMP MA
AL	93	"97112+02594" "97112000AL0093" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	92	"97112+02594" "97112000AL0092" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	91	"97112+02594" "97112000AL0091" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	90	"97112+02594" "97112000AL0090" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	88	"97112+02594" "97112000AL0088" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET E
AL	583	"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESM
AL	122	"97112P03027" "97112000AL0122" "PETITPAS/BENJAMIN HUGUES ANDREE" "LES E
AL	124	"97112+01857" "97112000AL0124" "STE D'EXPLOITATION DE LA DISTILLERIE BIELL
AL	84	"97112C03338" "97112000AL0084" "CORALIE/GEORGETTE MARIE ANGELE" "5323 L
AL	83	"97112P03118" "97112000AL0083" "PORTECOP/LOUISE OLGA MYLENE" "VINCENT"
AL	82	"97112B00230" "97112000AL0082" "BOC/REMY EDMOND" "VINCENT" "97112 GRAND

"97112+02594" "97112000AV0024" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112M01281" "97112000AV0342" "MOISE/DOROTHEE ELINA" "0000 PL DE L EGLISE" "97112 GRAND-BOURG"
"97112+02594" "97112000AV0025" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AV0029" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AV0028" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AV0019" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AV0032" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112N02542" "97112000AV0343" "NORTIA-RIPPON/FRANCOISE FRANCELISE" "JABRUN SAINT CYR" "97111 M
"97112+02594" "97112000AV0033" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AV0041" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AV0042" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+00009" "97112000AV0254" "COMMUNE DE GRAND BOURG" "LE BOURG" "97112 GRAND-BOURG"
"97112+00015" "97112000AR0002" "HOPITAL SAINTE MARIE" "LE BOURG" "97112 GRAND-BOURG"
"97112+00009" "97112000AR0001" "COMMUNE DE GRAND BOURG" "LE BOURG" "97112 GRAND-BOURG"
"97112+02594" "97112000AR0004" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02775" "97112000AP0185" "SEM D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE" "IMM LA ROCADE A GD CAMP
SA SEM D AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE GRAND CAMP IMMEUBLE ROCADE 97139 LES ABYMES
"97112+02594" "97112000AO0113" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0114" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0115" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0118" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0117" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0119" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE
"97112+02594" "97112000AO0116" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0541" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0536" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0462" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0464" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0402" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0539" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0126" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0125" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE
"97112+02594" "97112000AO0123" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0122" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AO0121" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE"
EMMANUEL/ROSE HENRI ARISTIDE C/O MME DE LA REBERDIERE M FOND BUDAN 97122 BAIE MAHAULT
"97112+02594" "97112000AN0099" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AN0302" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AN0304" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AN0309" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AN0291" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AN0293" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AN0296" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AN0063" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AN0062" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AN0051" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AN0056" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"97112+02594" "97112000AN0305" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "I
"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE
"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE"

"ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE
 "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE
 "97112+02594" "97112000AK0031" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
 "97112+02594" "97112000AK0012" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
 "97112+02594" "97112000AK0018" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
 "97112+02594" "97112000AK0019" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
 "97112+02594" "97112000AK0025" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
 "97112B00306" "97112000AK0087" "JEANGOUDOUX/MARIE-JOSETTE GEORGES" "0057 RUE DU FORT FLEUR D
 "97112J02532" "97112000AK0086" "JEANGOUDOUX/AURE LEONIDE" "DAMPIERRE" "97190 LE GOSIER" "JEANGC
 "97112L02522" "97112000AK0016" "CREANTOR/BLANDINE SIMONE" "0009 RUE DESIRE CHEVALIER" "93100 MOI
 "97112+02594" "97112000AK0190" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
 "97112+02594" "97112000AK0189" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
 "97112+02594" "97112000AK0024" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "D
 "97112+02566" "97112000AL0133" "AICHI BEACH RESIDENCCE" "LA TREILLE" "97112 GRAND-BOURG"

"97112+02594" "97112000AL0113" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
 "97112+02594" "97112000AL0467" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
 "97112+02594" "97112000AL0480" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
 "97112+02594" "97112000AL0436" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
 "97112+02594" "97112000AL0132" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
 "97112+02594" "97112000AL0106" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
 "97112+02594" "97112000AL0104" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI

MONFRED MESMIN LOT BELCOURT 97122 BAIE MAHAULT

"97112F02505" "97112000AL0100" "FONTES/GASTON MARIE JOSEPH RENE GODFROY" "LES ANANAS" "97139 L
 "97112C03378" "97112000AL0099" "CORALIE/VALENTINE FAUSTINE" "LES BASSES" "97112 GRAND-BOURG" "CC
 "97112E02520" "97112000AL0098" "ETZOL/KARL GONTRAN JOSEPH" "0030 IMP MATHIAS FELIX" "97190 LE GOS
 "97112+02594" "97112000AL0093" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
 "97112+02594" "97112000AL0092" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
 "97112+02594" "97112000AL0091" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
 "97112+02594" "97112000AL0090" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
 "97112+02594" "97112000AL0088" "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DI
 "ETAT MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION" "DESMARAIS" "97100 BASSE TERRE
 "97112P03027" "97112000AL0122" "PETITPAS/BENJAMIN HUGUES ANDREE" "LES BASSES" "97112 GRAND-BOU
 "97112+01857" "97112000AL0124" "STE D'EXPLOITATION DE LA DISTILLERIE BIELLE" "BIELLE GAGNERON" "971
 "97112C03338" "97112000AL0084" "CORALIE/GEORGETTE MARIE ANGELE" "5323 LES BASSES" "97112 GRAND-
 "97112P03118" "97112000AL0083" "PORTECOP/LOUISE OLGA MYLENE" "VINCENT" "97112 GRAND-BOURG" "PC
 "97112B00230" "97112000AL0082" "BOC/REMY EDMOND" "VINCENT" "97112 GRAND-BOURG"

ANNÉE DE MAJ		DEF DIR		COM		TRES		RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ										NUMERO COMMUNAL				
2021		971		112 GRAND BOURG		104												102541				
Propriétaire																						
TIVOLI 97112 GRAND-BOURG MBPDW VEREVTHOMAS																						
PROPRIÉTÉS NON BÂTIES																						
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS						ÉVALUATION										LIVRE FONCIER						
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PAR PRIM	SPD	S TAR	SUF	GRS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REV AT	QU AT	COLL	NAT EXO RET	FRACTION RCEXO	% EXO	TC	PartDet	
71	AV	21		GRANDE SAVANE	B284			112.4	A	P	02		3 01.43 72.67		36.33		C DA GC DA TS DA		29.1 29.1 96.18	80 80 100		
								112.4	H	T	01		229.68		299.46		C DA GC DA TS DA		233.17 233.17 291.46	80 80 100		
								112.4	Z	S			0		0							

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

9

ANNÉE DE MAJ	2021	DEF DIR	971	COM	112 GRAND BOURG	TRES	004	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ						NUMERO COMMUNAL	02837							
Propriétaires RPES PAR LA CIE IMMOB CARAIBE LES COPROPRIETAIRES DE LA COHABA HOTEL COCOYERS FOLLE ANSE 97112 GRAND-BOURG																						
PROPRIÉTÉS NON BÂTIES																						
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS					EVALUATION										LIVRE FONCIER							
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLA	N° AR PRIM	FP/DN	S TAR	SUF	GR/S GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COL	NAT EXO	AN REF	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Fondet	
99	AB	00		COCYERS FOLLE ANSE	B162	0000	1112						97 93									Fondet

Source : Direction Générale des Finances Publiques page . 1

10

ANNÉE DE MAJ	2021	DEP DIR	PT 1	COM	012 GRAND BOUWG	TRES	104	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ	NUMERO COMMUNAL	-01775												
Propriétaire GRAMP CAMP IMM LA ROC'ADE A GD CAMP P&C P&T SA SEM D'AMENAGEMENT DE LA G'ABELOIT'PE 97339 LES ABYMES																						
PROPRIÉTÉS NON BÂTIES																						
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS						EVALUATION					LIVRE FONCIER											
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° ARC PRIM	F/D	S TAR	SUF	GRSS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Feuille(s)	
09	A0	63		BEAURENON	B064	0107		112					1.50		0							

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1



ANNÉE DE MAJ		TRIM	DEF DIR	SP 1	COM	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ										NUMERO COMMUNAL					
					12 GRAND BOIT'G											E08643					
Propriétaire		MBOVDB EMMANUEL ROSE HENRI ARISTIDE																			
CO MME DE LA REBERDIERE M		FOND BUDAN 97122 BAJE MAHAULT																			
DESIGNATION DES PROPRIETES										PROPRIETES NON BATIES										LIVRE FONCIER	
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PARC PRIM	FP/D	S TAR	SUF	GR/SS GR	CL	MAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EKO/RET	AN RC EKO	FRACTION % EKO	% TC	Feuilles	
71	AN	135		MIRAT	0404			112 N			P	02	8660	12,64	C	D-A		18,13	80		
															GV	D-A		18,11	58		
															TV	D-A		12,64	100		

Source: Direction Générale des Finances Publiques page 1

12

ANNEE DE MAJ	2021	DEP DIR	971	COM	912 GRAND BOU'RC	THES	004	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ	NUMERO COMMUNAL	1001206											
Propriétaire/Succession		LOT BELCOURT		MDD'WJ		MONTRETOISEMIN															
		7322 BAIE ALAHAIL LT																			
PROPRIÉTÉS NON BÂTIES																					
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS				EVALUATION							LIVRE FONCIER										
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE REVOL	N° ARC PRIM	PP/D	S TAR	SUF	GRSS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CABAISTRAL	COL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Faitet
71	A1	102		LES BASSES	0034			1121		AR	02		22 10	20,95							

Bourse Direction Générale des Finances Publiques page : 1

ANNÉE DE MAJ		2021	DEP DMR	971	COM	012 GRAND BOURG	TRÉS	104	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ										NUMERO COMMUNAL	100126		
Propriétaires/Succession																						
LOT BELCOURT 97122 BAIE MAHAUT MBD9W4 AIONFRETA/ESMIN																						
PROPRIÉTÉS NON BÂTIES										ÉVALUATION						LIVRE FONCIER						
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS																						
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PAR. CLIM	FF/DF	S TAR	SUF	GRS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Failler	
70	AL	102		LES BASSES	B014			10124		AH	02		22 10	3805								

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

ANNÉE DE MAJ	2021	DEP DIR	971	COM	912 GRAND BOURG	TRES	104	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ										NUMERO COMMUNAL	02537					
Propriétaire		LES COPROPRIÉTAIRES DE LA CÔRARA HOTEL																						
RPES PAR LA CHE IMMOB CARAIBE		COCOYERS FOLLE ANSE 97112 GRAND-BOURG																						
PROPRIÉTÉS NON BÂTIES												EVALUATION				LIVRE FONCIER								
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE				CODE RIVOLÉ	N° PAR PRIM	PP/DI	S TAR	SUF	GRES GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLI	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Feuille
19	AB	92		COCOYERS FOLLE ANSE				B153			1912A		S			19.75	0							

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

15

ANNEE DE MAJ	2021	DEP DRR	991	COM	142 GRAND-BOURG	TRES	104	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ						NUMERO COMMUNAL		42537						
Propriétés		PBCB78		LES COPROPRIÉTAIRES DE LA COWADA HOTEL																		
RPES PAR LA (TE R/MOB CARAIBE		COCOYERS FOLLE ANSE		97112 GRAND-BOURG																		
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS										PROPRIÉTÉS NON BATIES												
AN	SECTION	N° PLAN	N° VORRE	ADRESSE	CODE RIVOL	N° ARC PRIM	FP/D	S TAR	SUP	GR/SS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLI	NAT EXO	AN REE	FRACTION REEXO	% EXO	TC	Livre Foncier	
																						152
99	AB	94		COCOYERS FOLLE ANSE	B152	0016	0112			8			2 98 07		0							

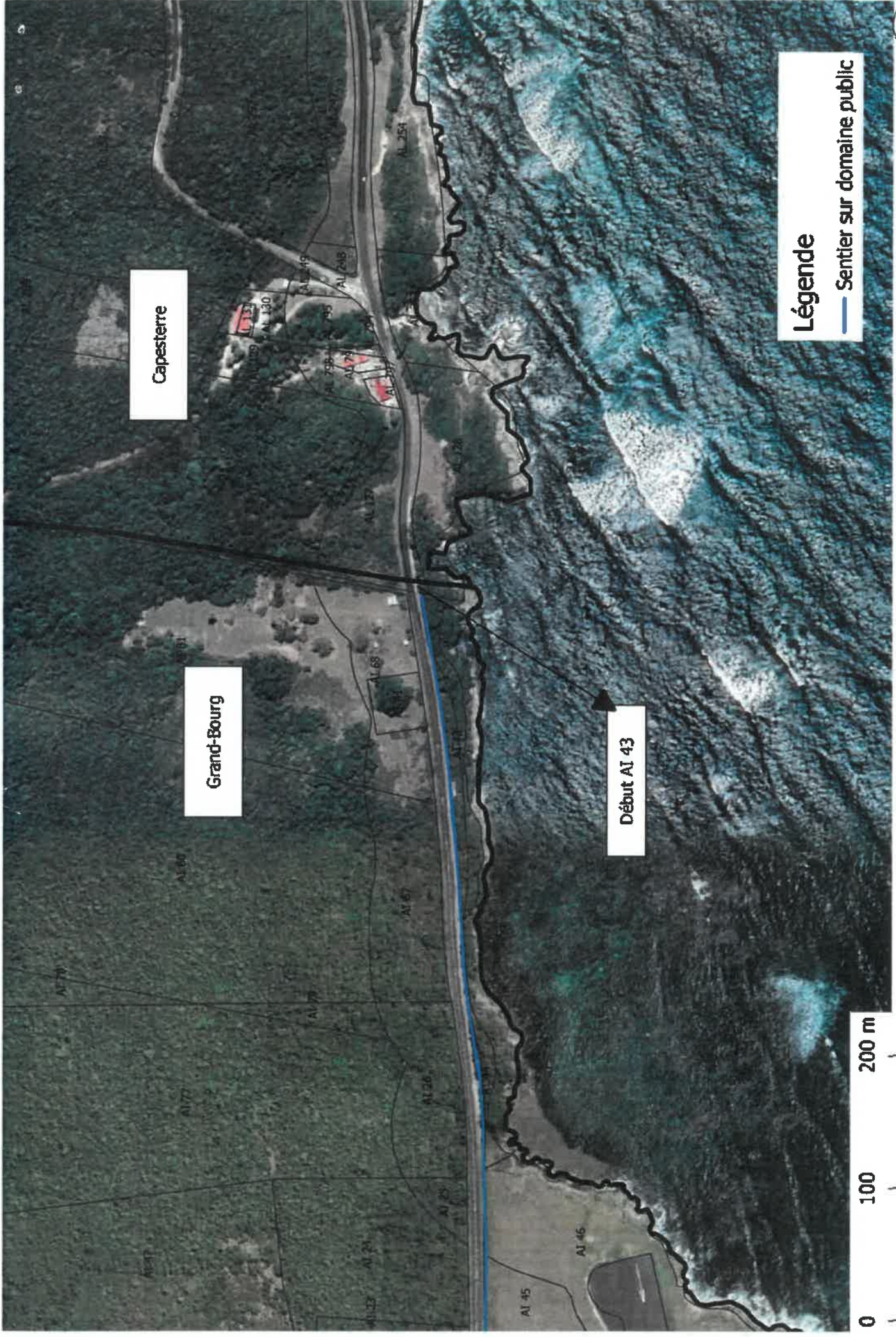
Source : Direction Générale des Finances Publiques page 1

16

ANNEE DE MAJ		2021	DEF DIR	971	COM	112 GRAND BOURG	TRES	104	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ				NUMÉRO COMMUNAL		090144								
Propriétaire: MBOZWF GADDARIGMANOAAQUIM																							
RESIDENCE RIVIERA CARAJES POINTE DE LA VERDURE 97190 LE GOSIER																							
PROPRIÉTÉS NON BÂTIES																							
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS						ÉVALUATION										LIVRE FONCIER							
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE REVOLJ	N° PARC PREM	PP/DI	S TAR	SUF	GR/SS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO RET	AN REI	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Faites		
19	AB	14		COCOVERS PELLE ANSE	B452			112A	A	P	02		11 90 83 70 45	35,75	C DA GC DA TS DA			28,6 28,6 35,75	80 80 100				
								112A	B	T	02		11 19 70	994,72	C DA GC DA TS DA			795,76 795,76 994,72	88 88 100				
								112A	C	S			68		H								

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

17

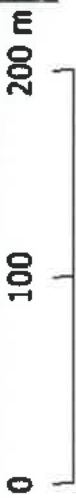


Capesterre

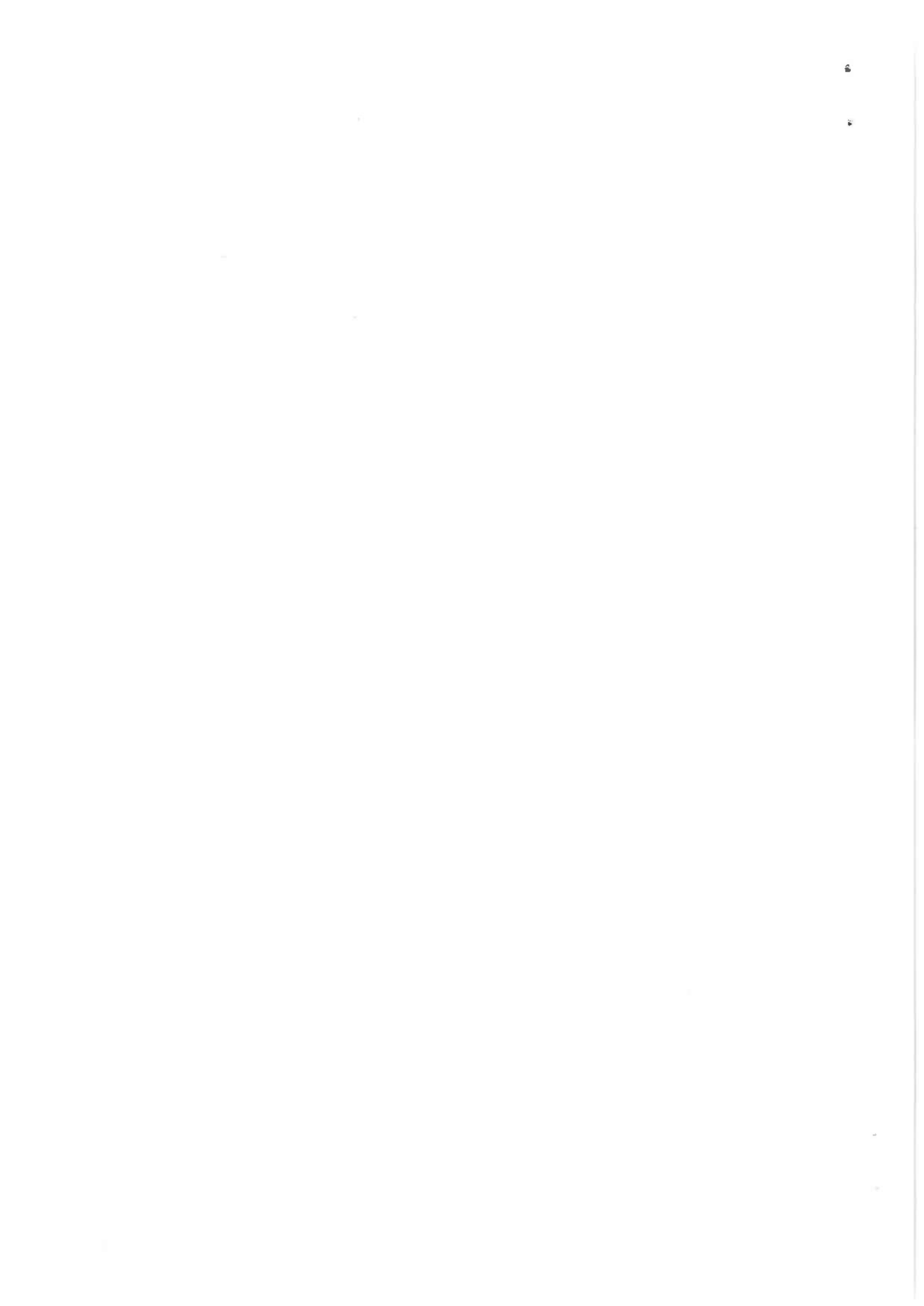
Grand-Bourg

Début AI 43

Légende
 — Sentier sur domaine public



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg





Légende

— Sentier sur domaine public

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg



Légende

— Sentier sur domaine public

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : CREANTOR BLANDINE SIMONE

**Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres**

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AK 16

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : JEANGOUDOUX MARIE JOSETTE GEORGES

Servitude de droit

Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AK 87

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : JEANGOUDOUX AURE LEONIDE

Servitude de droit

Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AK 86

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : BOC REMY EDMOND

Servitude de droit

Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 82

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : PORTECOP LOUISE OLGA MYLENE

Servitude de droit

Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 83

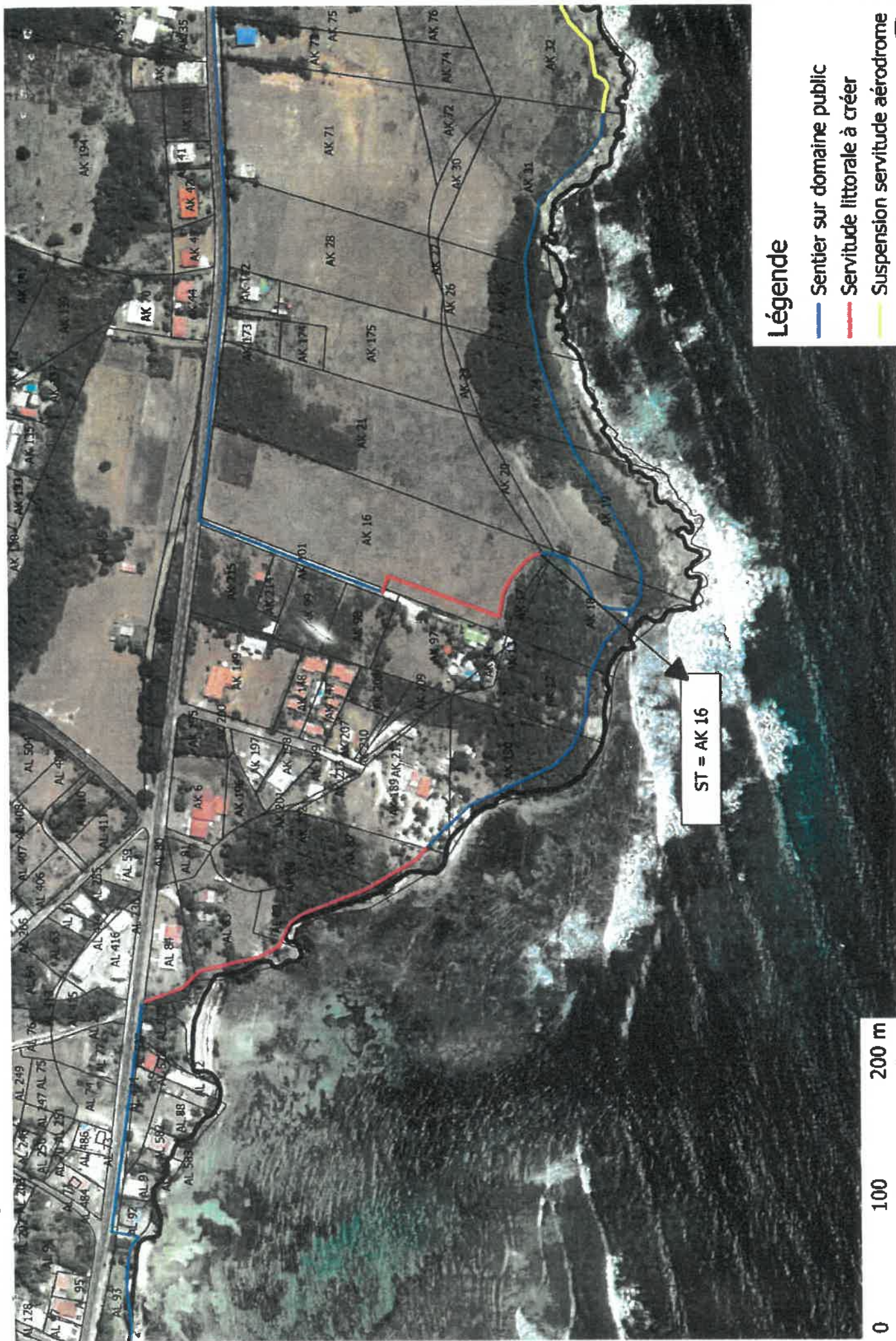
SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : CORALIE GEORGETTE MARIE ANGELE

Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 84



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : ETZOL KARL GONTRAN JOSEPH

Servitude de droit

Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 98

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : FONTES GASTON MARIE RENE GODFROY

Servitude de droit

Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 100

*
-
SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

-
-
PROPRIÉTÉ DE : PETITPAS BENJAMIN HUGUES ANDREE

SUSPENSION de la Servitude de droit
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 122

DANGER : Erosion Littorale

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : STE D EXPLOITATION DE LA DISTILLERIE BIELLE

SUSPENSION de la Servitude de droit

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 124

DANGER : Erosion Littorale

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : AICHI BEACH RESIDENCE

SUSPENSION de la Servitude de droit

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 133

BATI EXISTANT A MOINS DE 10 M

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG - SUSPENSION

PROPRIÉTÉ DE : ETAT

DANGER – EROSION MARINE

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 91,90,88 et 583

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : MONFRED MESMIN

Servitude de droit

Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AL 102



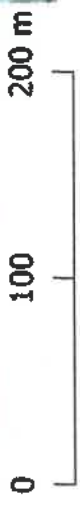
Légende

- Sentier sur domaine public
- Servitude littorale à créer

37

AL 98-99
AL 100

ST AL 480
ST AN 132
- 500m



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : EMMANUEL Rose Henri Aristide

Servitude de droit

Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AN 132



ST = AN 304 / 305 (Parcelle entière)

ST AN 132

Légende

- Sentier sur domaine public
- Servitude littorale à créer

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions.

2. It then goes on to describe the various methods used to collect and analyze data, including surveys, interviews, and focus groups.

3. The next section details the results of the study, showing that there is a strong correlation between the variables being measured.

4. Finally, the document concludes with a series of recommendations for future research and practical applications.

5. The authors express their gratitude to the funding agencies and the participants who made this study possible.



Légende

- Sentier sur domaine public
- Servitude littorale à créer

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : SA SEM AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE

Servitude de droit

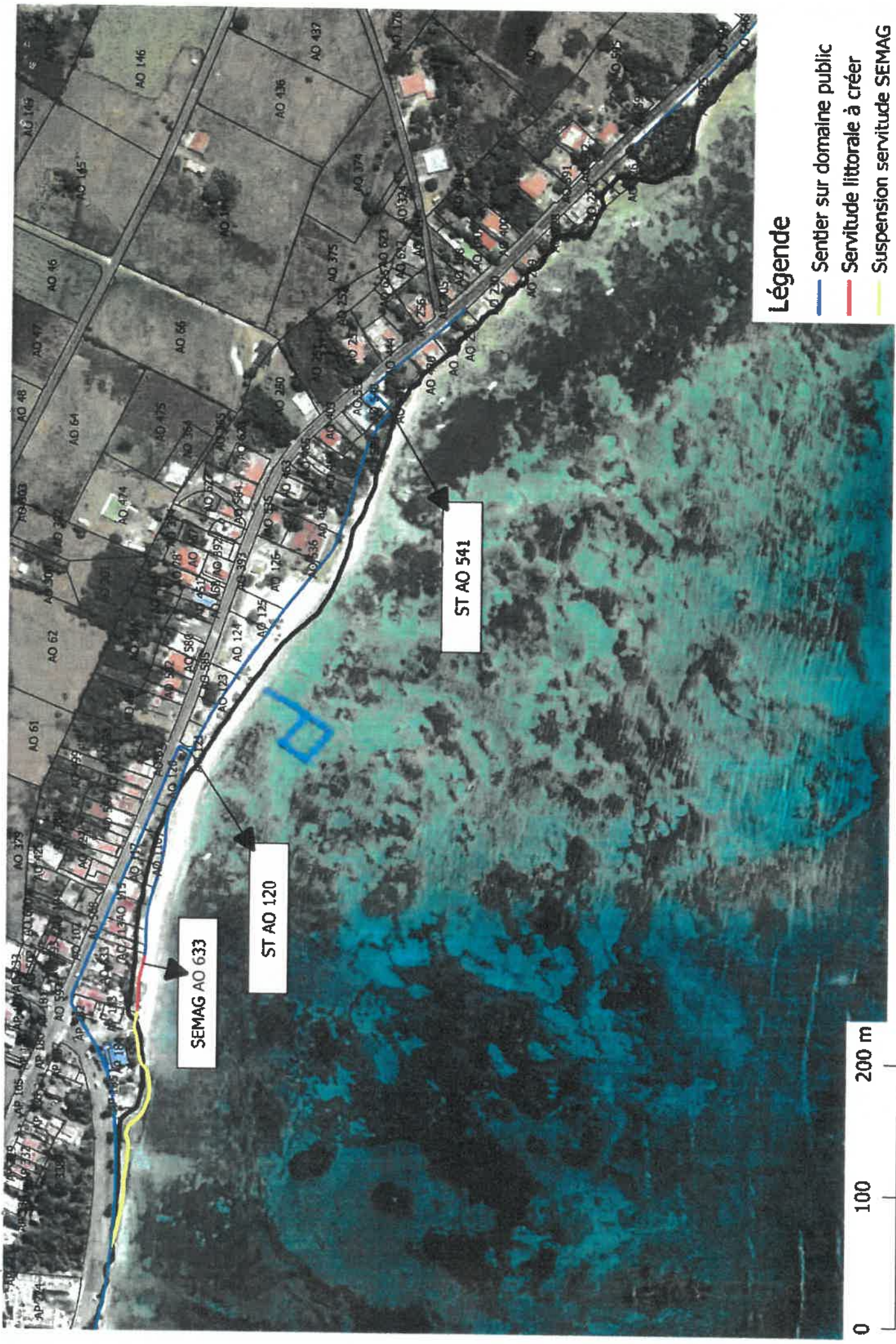
Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AO 633 EX 112

11
12
13
14

15
16
17
18



Légende

- Sentier sur domaine public
- Servitude littorale à créer
- Suspension servitude SEMAG

(A2)

SEMAG AO 633

ST AO 120

ST AO 541



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : HOPITAL SAINTE MARIE

Servitude de droit

Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AR 2

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

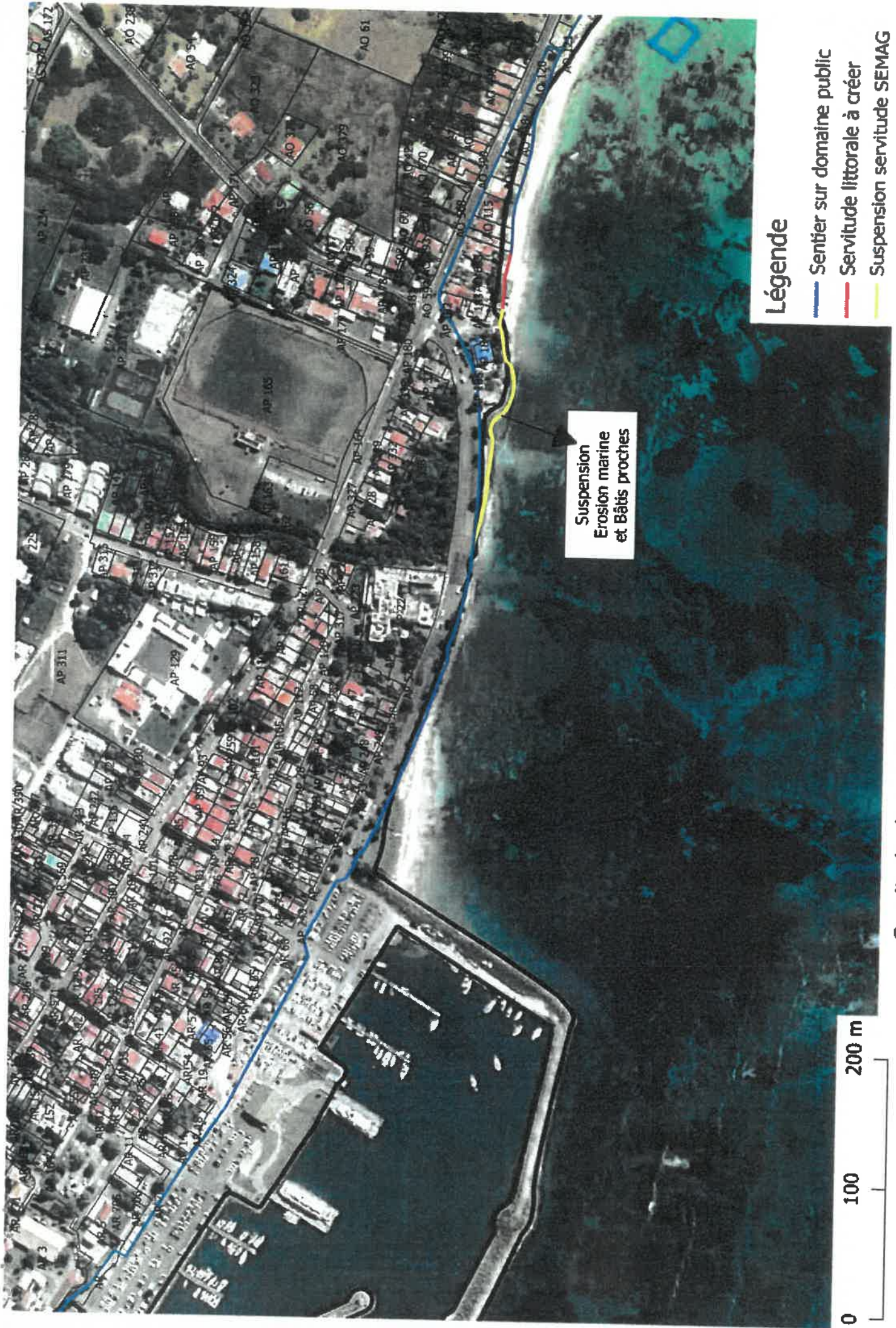
PROPRIÉTÉ DE : SA SEM AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE

SUSPENSION de la Servitude de droit

PROPRIÉTÉ CONCERNEE

Parcelle Section AP 185

BÂTI SITUE A MOINS DE 10 M

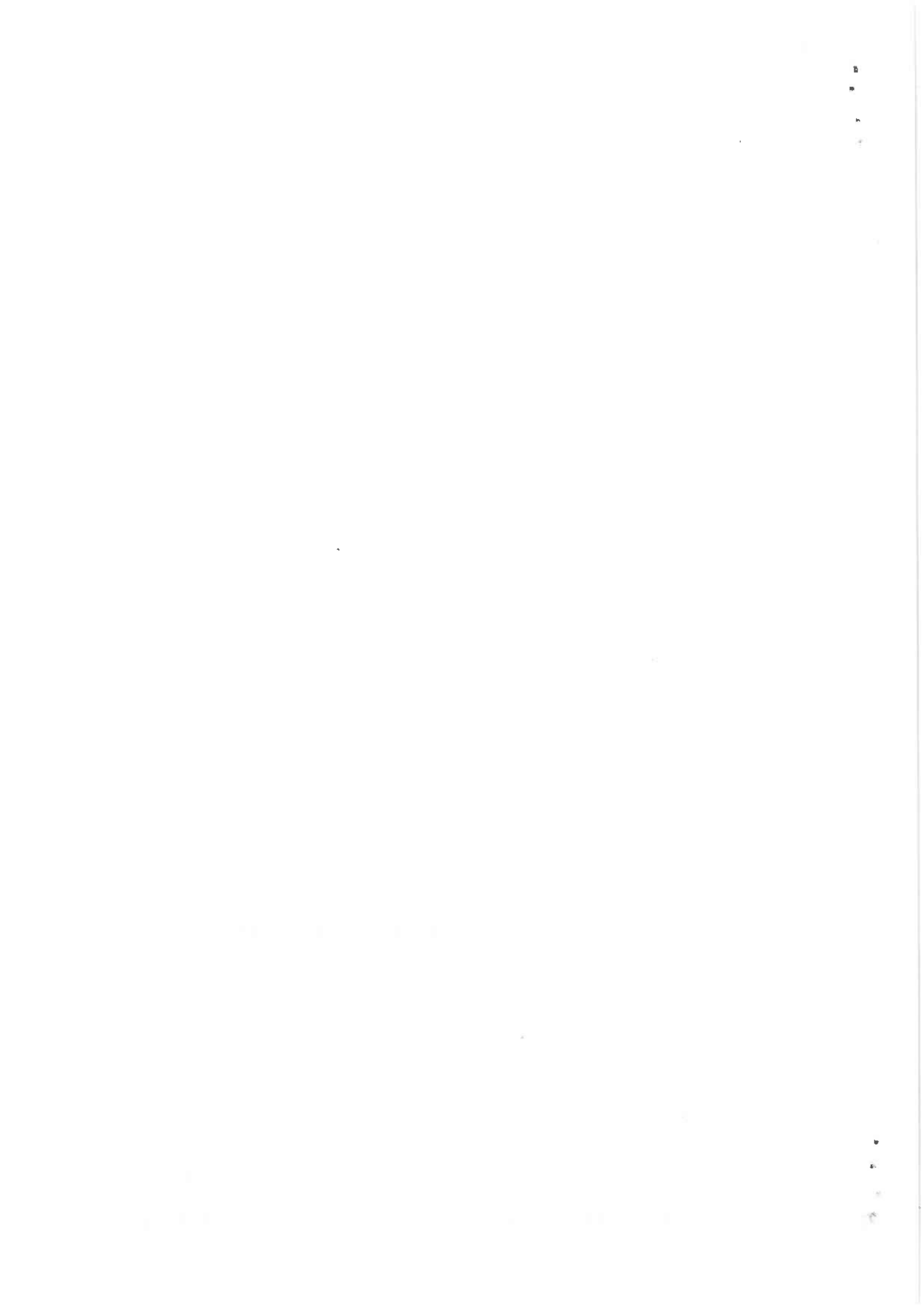


Suspension
Erosion marine
et Bâties proches

Légende

- Sentier sur domaine public
- Servitude littorale à créer
- Suspension servitude SEMAG

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg





Légende

- Sentier sur domaine public
- Servitude littorale à créer
- Suspension Bâti - 10m

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

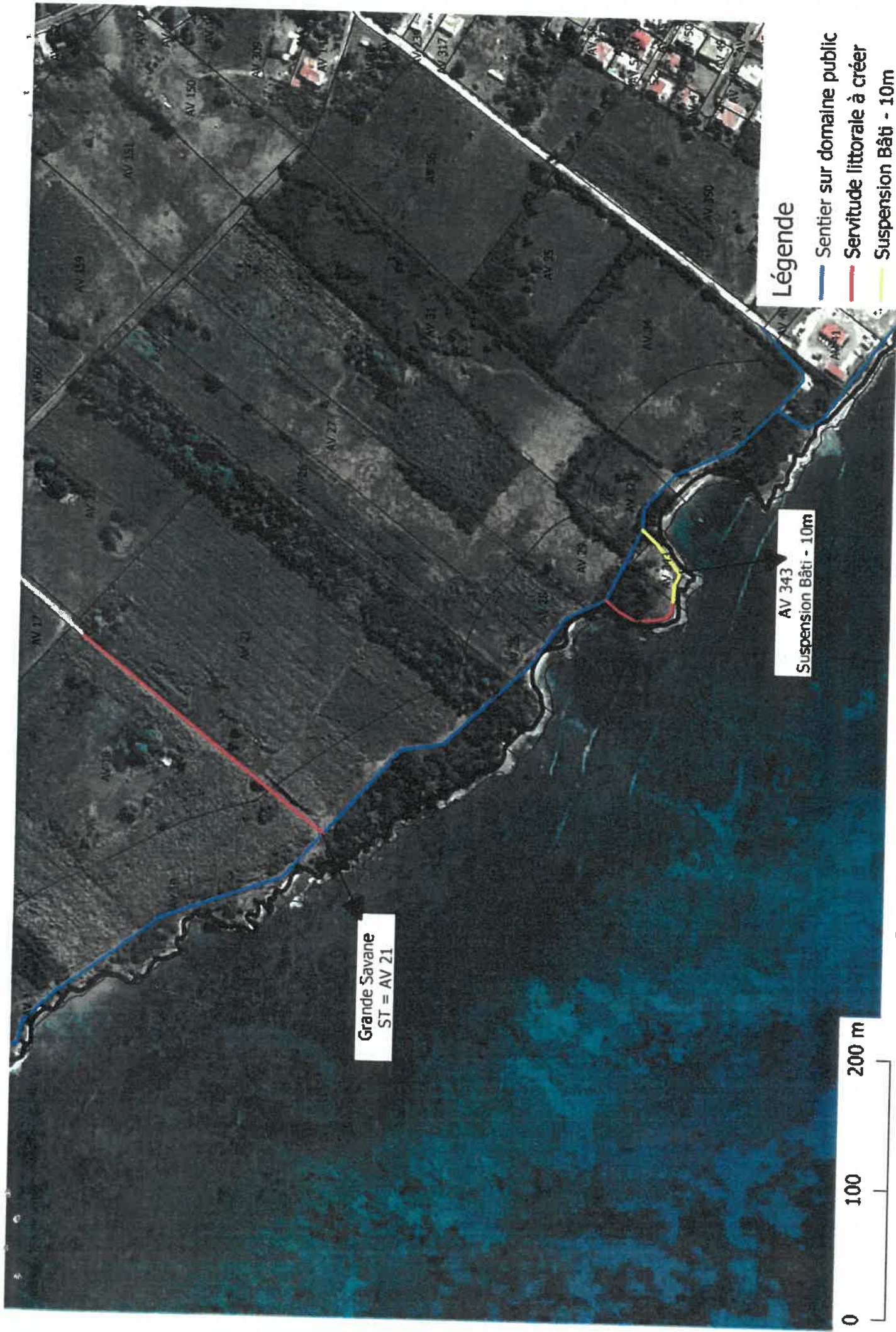
PROPRIÉTÉ DE : NORTIA RIPPON Francois Francelise

SUSPENSION de la Servitude de droit

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AV 343

BATI SITUE A MOINS DE 10 M



Grande Savane
ST = AV 21

AV 343
Suspension Bâti - 10m

Légende

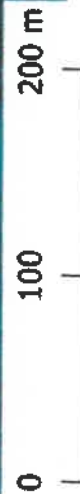
- Sentier sur domaine public
- Servitude littorale à créer
- Suspension Bâti - 10m

0 100 200 m

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg



ST = AW 156



Légende

- Sentier sur domaine public
- Servitude littorale à créer



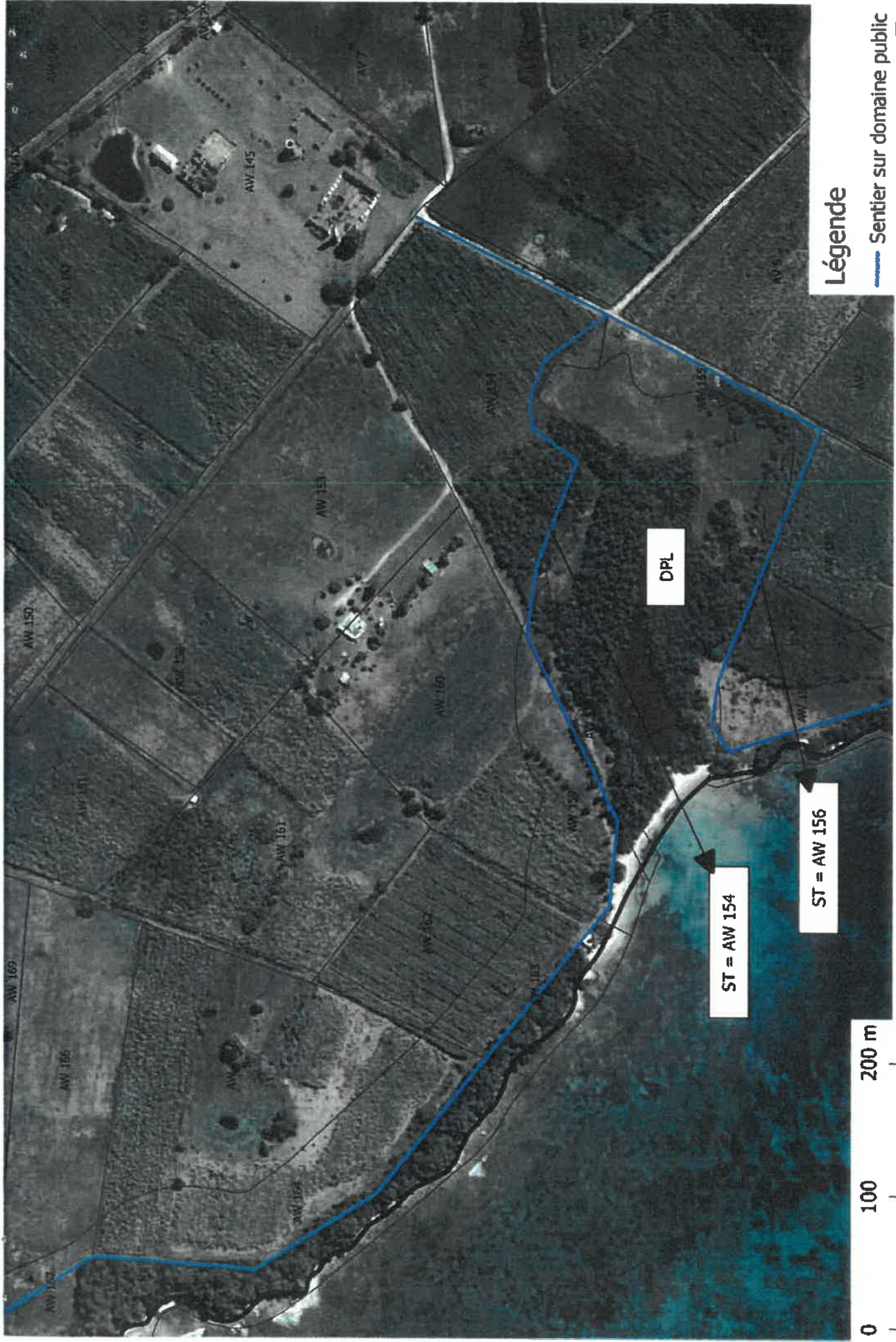
Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry should be supported by a valid receipt or invoice. This ensures transparency and allows for easy verification of the data.

In the second section, the author outlines the various methods used to collect and analyze the data. This includes both primary and secondary data collection techniques. The primary data was gathered through direct observation and interviews, while secondary data was obtained from existing reports and databases.

The third section details the statistical analysis performed on the collected data. It describes the use of descriptive statistics to summarize the data and inferential statistics to test hypotheses. The results of these analyses are presented in a clear and concise manner, highlighting the key findings of the study.

Finally, the document concludes with a summary of the findings and their implications. It discusses the limitations of the study and suggests areas for future research. The author expresses confidence in the reliability of the data and the validity of the conclusions drawn.



Légende

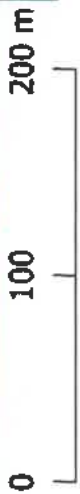
— Sentier sur domaine public



DPL

ST = AW 154

ST = AW 156



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg



Légende

— Sentier sur domaine public

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

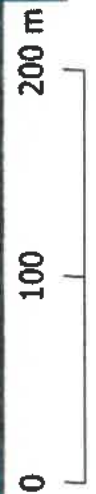
1000



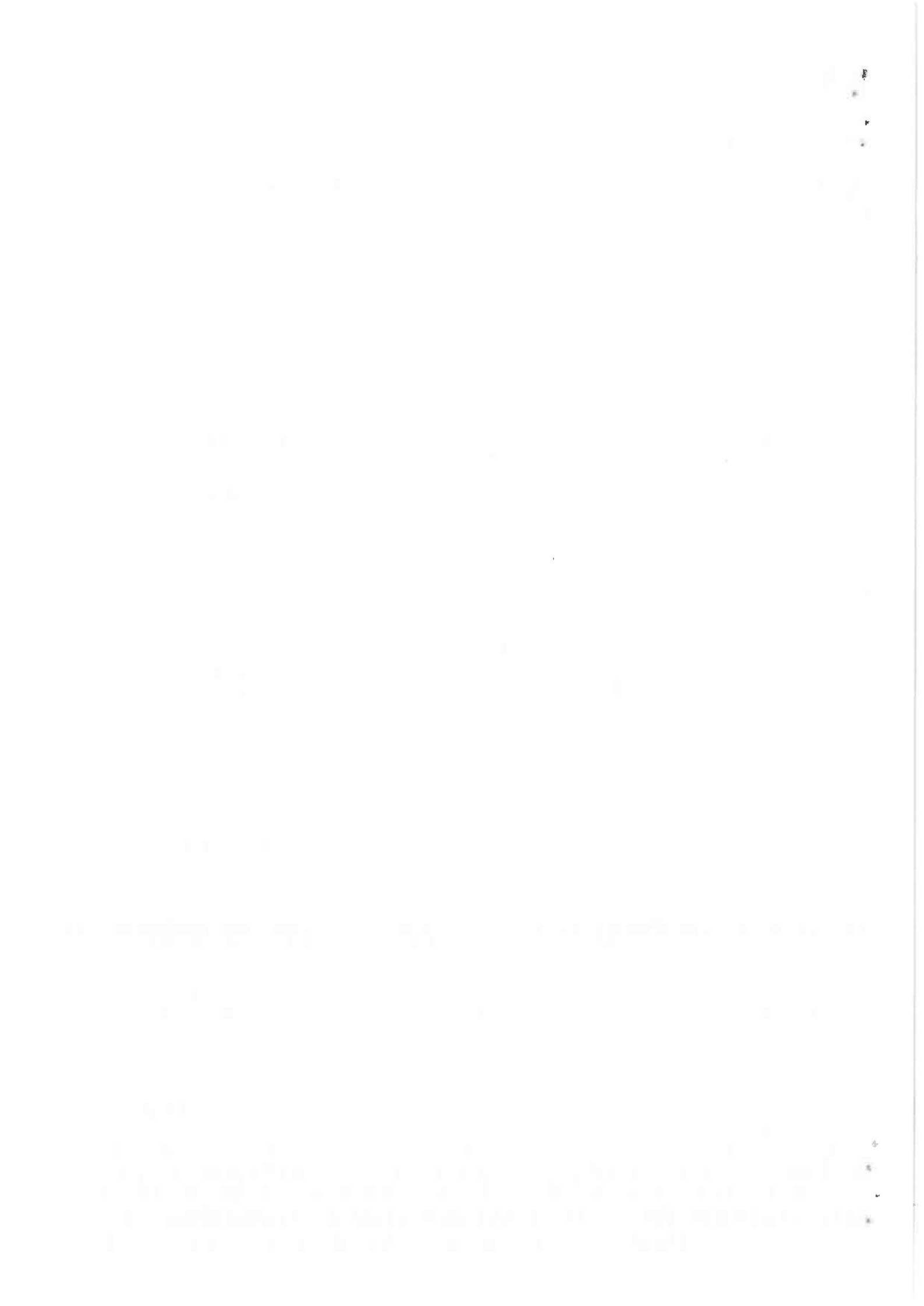
Légende

— Sentier sur domaine public

ST = AW 186 (passage existant)



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg





Légende

— Sentier sur domaine public

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

Faint, illegible text at the top of the page, possibly a header or introductory paragraph.

Main body of faint, illegible text, appearing to be several paragraphs of a document.

Bottom section of faint, illegible text, possibly a conclusion or footer.



ST = AW 15 (vers carrefour Marchal)



Légende

- Sentier sur domaine public
- Servitude littorale à créer

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry should be supported by a valid receipt or invoice. This ensures transparency and allows for easy verification of the data.

In the second section, the author outlines the various methods used to collect and analyze the data. This includes both primary and secondary data collection techniques. The analysis focuses on identifying trends and patterns over time, which is crucial for making informed decisions.

The third section provides a detailed breakdown of the results. It shows that there has been a significant increase in sales volume, particularly in the online channel. This is attributed to the implementation of the new marketing strategy and the improved user experience on the website.

Finally, the document concludes with a series of recommendations for future actions. It suggests continuing to invest in digital marketing and exploring new product lines to further drive growth. Regular monitoring and reporting will be essential to track the success of these initiatives.

CONFIDENTIAL - INTERNAL USE ONLY

The following table summarizes the key findings of the study. It shows a clear upward trend in revenue and a shift in customer preferences towards digital channels.

Category	Q1 2023	Q2 2023	Q3 2023
Total Revenue	\$1.2M	\$1.5M	\$1.8M
Online Sales	\$0.4M	\$0.6M	\$0.8M
Offline Sales	\$0.8M	\$0.9M	\$1.0M
New Customers	1500	2000	2500

These results indicate that the current strategy is effective, but there are still areas for improvement. For example, the offline sales channel remains a significant portion of the total revenue, suggesting a need for more targeted marketing efforts in that space.

The data also shows that customer retention is a key factor in long-term success. Implementing loyalty programs and personalized marketing campaigns can help increase repeat purchases and reduce churn.

Overall, the findings provide a clear picture of the company's performance and offer actionable insights for the management team. By focusing on the identified areas of opportunity, the company can continue to grow and maintain its competitive edge in the market.



Légende

— Sentier sur domaine public

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg



Légende

— Sentier sur domaine public

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that this is crucial for ensuring the integrity of the financial statements and for providing a clear audit trail. The text also mentions that proper record-keeping is essential for identifying and correcting errors in a timely manner.

2. The second part of the document focuses on the role of internal controls in preventing fraud and misstatements. It highlights that a strong internal control system is necessary to ensure that all transactions are properly authorized, recorded, and reviewed. The text also notes that internal controls should be designed to provide reasonable assurance of the reliability of the financial reporting process.

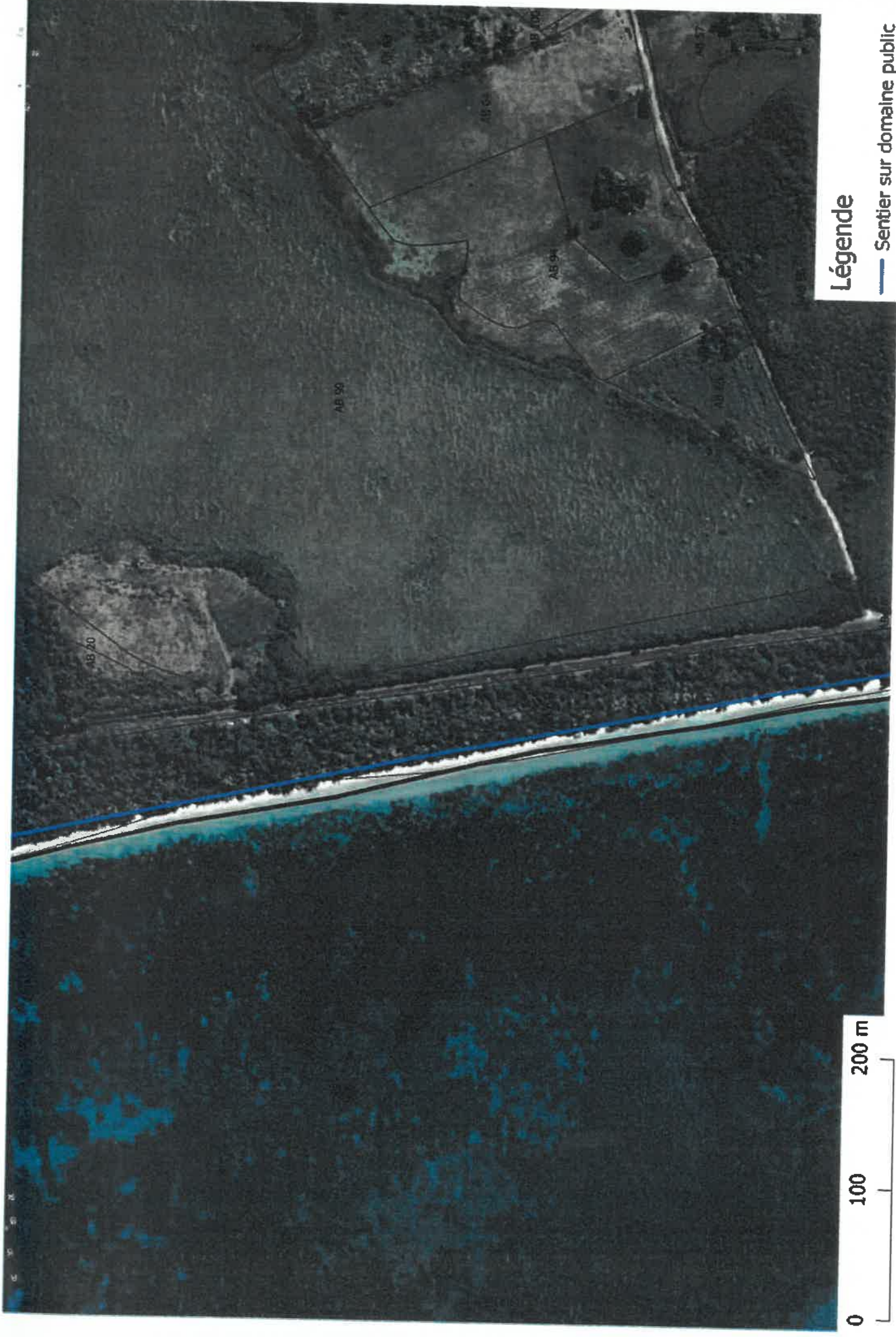
3. The third part of the document discusses the importance of segregation of duties. It explains that this principle is fundamental to internal control, as it helps to prevent errors and fraud by ensuring that no single individual has control over all aspects of a transaction. The text also mentions that segregation of duties should be implemented in a way that is practical and effective.

4. The fourth part of the document focuses on the importance of documentation. It states that all transactions should be supported by appropriate documentation, such as invoices, receipts, and contracts. This documentation is essential for providing evidence of the accuracy and validity of the transactions and for facilitating the audit process.

5. The fifth part of the document discusses the importance of regular reviews and reconciliations. It explains that these activities are essential for identifying and correcting errors and for ensuring that the financial statements are accurate and complete. The text also notes that reviews and reconciliations should be performed by individuals who are independent of the transactions being reviewed.

6. The sixth part of the document focuses on the importance of communication. It states that effective communication is essential for ensuring that all employees understand their roles and responsibilities and for promoting a culture of transparency and accountability. The text also mentions that communication should be a two-way process, with employees encouraged to report any concerns or errors.

7. The seventh part of the document discusses the importance of ongoing monitoring and improvement. It explains that internal controls should not be static, but should be regularly reviewed and updated to reflect changes in the business environment and to address any weaknesses identified during the audit process. The text also notes that ongoing monitoring is essential for ensuring the long-term effectiveness of the internal control system.



Légende

— Sentier sur domaine public

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is crucial for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part of the document outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. It highlights the need for consistent and reliable data collection processes to support informed decision-making.

3. The third part of the document focuses on the role of technology in data management and analysis. It discusses how modern software solutions can streamline data collection, storage, and reporting, thereby improving efficiency and accuracy.

4. The fourth part of the document addresses the challenges associated with data management, such as data quality, security, and privacy. It provides strategies to mitigate these risks and ensure that data is used responsibly and ethically.

5. The fifth part of the document concludes by summarizing the key findings and recommendations. It stresses the importance of ongoing monitoring and evaluation to ensure that data management practices remain effective and aligned with the organization's goals.

6. The sixth part of the document provides a detailed overview of the data collection process, including the identification of data sources, the design of data collection instruments, and the implementation of data collection procedures.

7. The seventh part of the document discusses the various methods used for data analysis, such as descriptive statistics, inferential statistics, and qualitative analysis. It explains how these methods are used to interpret the data and draw meaningful conclusions.

8. The eighth part of the document focuses on the importance of data visualization in presenting complex information in a clear and concise manner. It discusses various visualization techniques and their applications in data analysis.

9. The ninth part of the document addresses the ethical considerations surrounding data management and analysis. It discusses the need for transparency, informed consent, and data protection to ensure that data is used in a responsible and ethical manner.

10. The tenth part of the document provides a final summary and concludes the report. It reiterates the key findings and recommendations and expresses the hope that the information provided will be useful to the organization's management and stakeholders.

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG - SUSPENSION

PROPRIÉTÉ DE : ETAT

PORT

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AB 3 et 4



Légende

— Sentier sur domaine public

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : OFFICE NATIONAL DES FORETS

Servitude

Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AB 46,1 et 67



Terrains Etat
AB 73
AB 1

AB 91

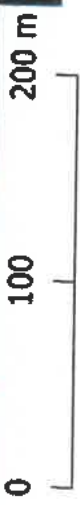
AB 71

AB 70

Légende

— Sentier sur domaine public

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg



The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry should be supported by a valid receipt or invoice. This ensures transparency and allows for easy verification of the data.

In addition, the document outlines the procedures for handling discrepancies. If there is a difference between the recorded amount and the actual amount received or paid, it is crucial to investigate the cause immediately. This could be due to a clerical error, a missing receipt, or a fraudulent transaction.

The document also provides guidelines for the storage and security of financial records. All records should be kept in a secure location, protected from fire, theft, and unauthorized access. Regular backups should be performed to prevent data loss.

Furthermore, it is recommended to conduct regular audits of the financial records. This helps to identify any potential issues or irregularities early on. Audits should be performed by an independent party to ensure objectivity.

Finally, the document concludes by stating that maintaining accurate financial records is essential for the long-term success of any business. It provides a clear framework for how to manage financial data effectively and responsibly.

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

PROPRIÉTÉ DE : LES COPROPRIÉTAIRES DE LA COHABA HÔTEL

SERVITUDE TRANSVERSALE pour accéder à la plage publique
Servitude d'une largeur de deux mètres.

PROPRIÉTÉS CONCERNÉES

Parcelle Section AB 88

Parcelle Section AB 90

Parcelle Section AB 92



Légende

-  Sentier sur domaine public
-  Servitude littorale à créer

Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

10
11
12

13
14
15

SERVITUDE LITTORALE DE LA COMMUNE DE GRAND BOURG

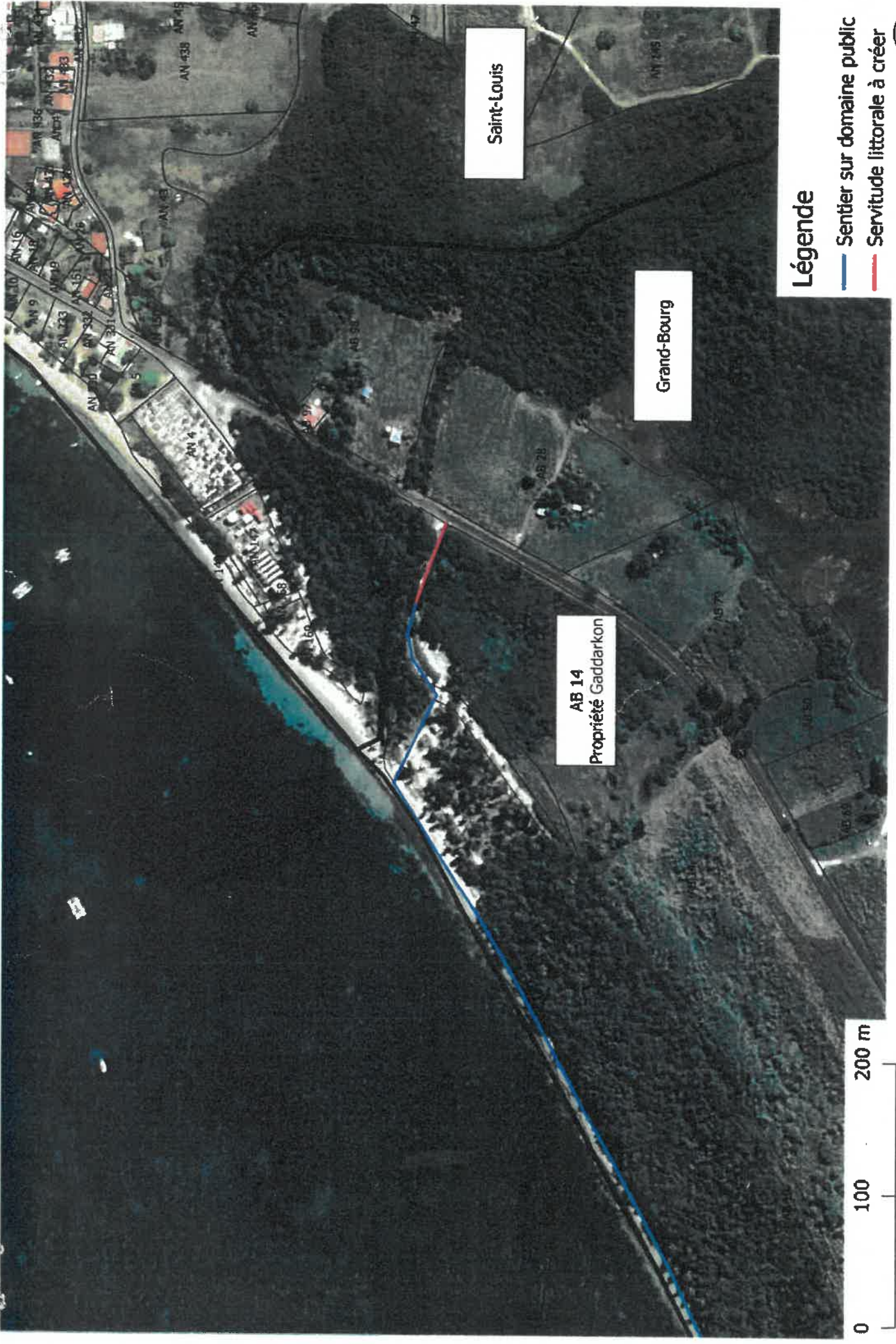
PROPRIÉTÉ DE : GADDARKAN JOACKIM

Servitude de droit

Servitude d'une largeur de trois mètres

PROPRIETE CONCERNEE

Parcelle Section AB 14



Saint-Louis

Grand-Bourg

AB 14
Propriété Gaddarkon

Légende

- Sentier sur domaine public
- Servitude littorale à créer



Servitude des sentiers du littoral de Grand-Bourg

100

Faint, illegible text at the top of the page, possibly bleed-through from the reverse side.

Second section of faint, illegible text in the upper middle of the page.

Third section of faint, illegible text in the middle of the page.

Fourth section of faint, illegible text in the lower middle of the page.

Fifth section of faint, illegible text at the bottom of the page.

100